



4 janvier 2021

(21-0066)

Page: 1/3

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais, français

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1. Membre notifiant: <u>CANADA</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2. Organisme responsable: Environnement et Changement climatique Canada Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de fax et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné: Autorité responsable des notifications et point d'information du Canada Direction des règlements et des obstacles techniques Affaires mondiales Canada 111, promenade Sussex Ottawa (Ontario) K1A 0G2 Canada Téléphone : 343-203-4273 Télécopieur : 613-943-0346 Courriel : enquiry@international.gc.ca
3. Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [X], 5.7.1 [], autres:
4. Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Combustibles (SH : 271012 et 271019); Qualité (ICS 03.120), Protection de l'environnement (ICS 13.020), Combustibles (ICS 75.160)
5. Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règlement sur les combustibles propres (323 pages, disponible en anglais et en français)
6. Teneur: La Norme sur les combustibles propres proposée (le projet de règlement) exigerait que les fournisseurs principaux de combustibles fossiles liquides (c.-à-d. les producteurs et les importateurs de combustibles fossiles) réduisent l'intensité en carbone (IC) des combustibles fossiles liquides qu'ils produisent et importent au Canada par rapport aux niveaux de l'IC de 2016 de 2,4 g d'éq. CO ₂ /MJ en 2022, et de 12 g d'éq. CO ₂ /MJ d'ici 2030. Le projet de règlement établirait également un système d'échange de crédits dans lequel l'exigence de réduction annuelle de l'IC pourrait être satisfaite au moyen de trois grandes catégories d'actions créatrices de crédits, soit les actions qui réduisent l'IC du combustible fossile tout au long de son cycle de vie, celles qui fournissent des combustibles à faible teneur en carbone, et la substitution de combustible à utilisation finale dans les transports. Les parties qui ne sont pas des fournisseurs principaux de combustibles fossiles pourraient participer au système d'échange de crédits en tant que créateurs de crédits volontaires (p. ex. les producteurs et importateurs de combustibles à faible teneur en carbone). De plus, le projet de règlement comprendrait les exigences volumétriques minimales (teneur minimale de 5 % en IC dans l'essence et teneur minimale de 2 % en IC dans le carburant diesel et le

<p>mazout léger) actuellement énoncées dans le <i>Règlement sur les carburants renouvelables</i> (RCR) du gouvernement fédéral.</p> <p>Un modèle d'analyse du cycle de vie (ACV) du combustible est actuellement élaboré pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre du projet de règlement. Les producteurs de carburant et les fournisseurs étrangers seraient autorisés à utiliser le modèle pour déterminer les valeurs d'IC propres à l'installation une fois qu'ils auraient accès à 24 mois de données d'exploitation. Des critères relatifs à l'utilisation des terres et à la biodiversité (UTB) ont été élaborés pour prévenir les effets négatifs sur l'utilisation des terres et la biodiversité liées à la culture et à la récolte des matières premières des biocarburants, en veillant à ce que seuls les biocarburants fabriqués à partir de matières premières qui respectent les critères UTB soient admissibles à la création de crédits de la Norme sur les combustibles propres (NCP).</p> <p>Un fournisseur principal peut également choisir de se prévaloir du mécanisme du fonds de conformité en contribuant à un programme de financement afin de satisfaire jusqu'à 10 % de son exigence de réduction annuelle. Les fonds ou les programmes d'un fonds qui réduisent les émissions d'éq. CO₂ peuvent être admissibles à devenir des fonds enregistrés. Le fonds doit fournir du financement pour des projets ou des activités qui appuient le déploiement ou la commercialisation de technologies ou de procédés qui réduisent les émissions de CO₂. Pour les fournisseurs principaux qui ne sont pas en mesure de satisfaire à l'exigence de réduction d'ici le 30 juin suivant la fin d'une période de conformité donnée, un mécanisme de compensation du marché qui facilite l'acquisition de crédits par les fournisseurs principaux serait également mis en œuvre.</p> <p>La majorité des demandes et des rapports doivent être soumis avec un énoncé de validation ou de vérification concernant la validité de la demande ou du rapport. L'organisme de validation ou de vérification doit avoir les accréditations appropriées; la demande ou le rapport doivent être examinés par un examinateur indépendant.</p>	
<p>7. Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Le projet de règlement vise à réduire les émissions de GES en réduisant l'IC du cycle de vie des combustibles fossiles liquides utilisés au Canada. Pour ce faire, une approche réglementaire souple visant à réduire les émissions de GES encouragerait la demande pour des combustibles à faible teneur en carbone, le remplacement des combustibles à utilisation finale dans les transports et l'amélioration des procédés dans le secteur du pétrole et du gaz. Le projet de règlement fonctionnerait de concert avec d'autres politiques fédérales, provinciales et territoriales pour contribuer à l'atteinte, par le Canada, de la cible de 2030 de l'Accord de Paris. Le projet de règlement favoriserait l'innovation et la croissance en favorisant le développement et l'adoption de technologies dans le but d'aider le Canada à faire la transition vers une économie à faibles émissions de carbone; Protection de l'environnement</p>	
<p>8. Documents pertinents:</p> <ul style="list-style-type: none"> Partie I de la Gazette du Canada, 19 décembre 2020, pages 3868 à 4191 (disponible en anglais et en français) 	
<p>9. Date projetée pour l'adoption: Typiquement dans les 12 mois suivant la publication dans la partie I de la Gazette du Canada.</p> <p>Date projetée pour l'entrée en vigueur: Ce règlement entrerait en vigueur le jour de son enregistrement. Les exigences de réductions pour les fournisseurs primaires entreraient en vigueur le 1 décembre 2022.</p>	
<p>10. Date limite pour la présentation des observations: 4 mars 2021</p>	

11. Entité auprès de laquelle les textes peuvent être obtenus: point d'information national [X] ou adresse, numéros de téléphone et de fax et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme:

La version électronique du texte réglementaire peut être téléchargée à:

<http://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2020/2020-12-19/html/reg2-eng.html>

<http://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2020/2020-12-19/html/reg2-fra.html>